

MARCHE MONDIALE DES FEMMES

BULLETIN DE LIAISON



SOMMAIRE

1. Editorial	1
2. Les projets pour l'Action de 2010 sont déjà en marche.	2
3. Spécial Honduras : Rejeter le coup d'Etat et demander une Assemblée Constituante	3
4. II Rencontre des Amériques : Renforcement, consolidation et solidarité	6
5. La répression contre des syndicalistes turcs continue	9
6. Se consolide la plus récente CN de la MMM	9
7. La MMM de Philippines se mobilise en solidarité avec les copines et copains de Birmanie	11
8. Agenda	11
9. Prochain bulletin / Contacts	12

ÉDITORIAL

Chères copines,

Lors de la Rencontre Internationale de Lima, nous nous sommes fixées le défi de nous organiser en tant que mouvement inéluctable. Cela signifie être fortes pour intervenir dans le contexte politique, économique et social de plus en plus complexe dans le monde et nos pays et y opérer des changements. C'est dans cette perspective que nous préparons notre Action Internationale de 2010 et que nous nous permettons de rêver, planifier et construire des actions que pourraient paraître trop osées pour d'autres.

Cependant, nous savons que oui, ceci est possible. Nous sommes en train de traduire nos champs d'action en agenda quotidien. Nous sommes présentes en tant que féministes dans les activités du mouvement anti-globalisation dans des endroits aussi divers que le territoire kurde et le Zimbabwe. En octobre par exemple, nous nous joindrons à la Journée de Mobilisation Globale de lutte pour la Terre- Mère et contre la marchandisation de la Vie. En novembre, nous promouvrons des débats

et des manifestations afin de dénoncer la violence envers les femmes, spécialement le 25 novembre, jour où l'on se remémore l'assassinat des sœurs Mirabal par la dictature militaire en République Dominicaine. En décembre, nous participerons du Klimaforum et des mobilisations qui dénoncent les fausses solutions proposées au changement climatique, surtout à Copenhague

En outre, d'une manière parallèle, nous consacrerons notre temps et réflexion à l'évaluation du travail de la Marche Mondiale des Femmes dans la période comprise entre 2007 et 2009. Nous sommes à la moitié du mandat du Secrétariat International au Brésil et à la veille de notre 3ème Action Internationale. Nous devons prendre le temps de réfléchir sur les enseignements et nos expériences afin de fixer les enjeux stratégiques de la période à venir.

En nous inspirant de la poésie, nous finissons avec les vers de notre copine de la MMF au Chili, Mafalda Galdamez : « Il n'est pas lointain le temps où les voix de protestation rassembleront des caravanes ».

LES PROJETS POUR L'ACTION DE 2010 SONT DÉJÀ EN MARCHÉ...

Dans les cinq régions du monde où la MMF est présente - Afrique, Amériques, Asie/Océanie, Europe et Moyen-Orient / Monde arabe - les Coordinations Nationales se réunissent, font des projets et se préparent politiquement, logistiquement et financièrement pour notre 3ème Action Internationale.

Les activités se dérouleront au long de la période qui débutera avec le lancement de l'Action Internationale le 8 mars (la Journée Internationale des Femmes), et qui prendra fin le 17 octobre, Journée Internationale pour l'élimination de la pauvreté, au cours de laquelle nous réunirons les copines venues du monde entier afin de mobiliser et faire la mise au point sur nos activités et demandes par rapport aux quatre Champs d'action : Paix et démilitarisation, Biens communs et services publics, Violence envers les femmes, Travail des femmes (Autonomie économique des femmes). L'idée est que chaque CN choisisse le(s) domaine(s) d'action et les thèmes spécifiques reliés à chaque Champ d'action qui représente(nt) le mieux les réalités et les luttes nationales, et qu'en même temps, nous profitons de l'occasion pour prendre conscience du rapport existant entre ces thèmes, le rapport entre les oppressions et répressions locales et le système capitaliste patriarcal global, et les rapports entre nous toutes en tant que femmes issues de différentes réalités partout dans le monde.

Comme vous le savez déjà, notre 3ième Action Internationale sera organisée autour de deux moments forts :

- Du 8 au 18 mars, des marches et des mobilisations nationales diverses, de toutes formes, couleurs et rythmes se dérouleront simultanément. Ceci célébrera aussi le centenaire de la Déclaration de la Journée Internationale des Femmes, qui a été instaurée par les déléguées de la 2ème Conférence International des femmes socialistes qui a eu lieu à Copenhague en 1910.

- Ceci célébrera aussi le centenaire de la déclaration de la Journée Internationale des



En 2010, nous allons occuper les rues avec couleurs et son et irrévérence pendant notre Action internationale

femmes, qui a été instaurée par les déléguées de la 2ème Conférence International des femmes socialistes qui a eu lieu à Copenhague en 1910.

Nous, activistes de la MMF, nous ne voulons pas que la Journée Internationale des femmes se déroule sans mobilisation et sans rendre visible et entendre notre présence dans les rues des endroits où nous vivons. À l'approche de la date de lancement de notre Action Internationale, nos plans pour 2010 sont déjà en marche, avec 6 mois d'avance ! Les CNs préparent des mobilisations nationales qui réuniront les femmes de plusieurs province et villes, en Angleterre (Londres), au Bangladesh, en Belgique (Bruxelles), aux Philippines (dans 12 centres de l'archipel, cris de « La Marche des femmes contre la violence : à bas la militarisation, le sexisme et l'OMC »), en Suisse (Berne) et au Québec (Montréal). Et ce, pendant qu'au Burkina Faso (Ouagadougou) et au Mozambique (simultanément dans tout le pays) d'autres événements sont en voie de préparation - des ateliers, des discussions, des activités culturelles et sportives - pour marquer le lancement de notre Action Internationale.

En outre, il y a des CN qui se préparent pour les marches et les mobilisations durant toute la période comprise entre le 8 et 18 mars ou pour plusieurs jours compris dans la période en question. Au Kenya, les activités qui débuteront le 8 et prendront fin le 18 mars, comprenant un spectacle de rue, des

événements culturels, des veillées, et des visites aux communautés. Au Brésil, comme nous l'avons rapporté dans l'édition de juillet de ce bulletin, quelques 3000 copines de la MMF et des mouvements alliés marcheront pendant 10 jours en partant d'une ville pour arriver à la capitale de l'Etat de São Paulo où, pendant qu'au Sri Lanka, une marche pacifique sera organisée dans le but de promouvoir les communautés libres de violences envers les femmes et les enfants.

Nous savons que, dans plusieurs autres pays, tels que l'Afrique du sud, la Bolivie, le Chili, El Salvador, la France, la Galice, le Guatemala, le Mali, le Mexique, le Pakistan, le Pays basque, la Turquie et le Sahara Occidental, les copines de la MMF préparent des mobilisations et d'autres activités pour le lancement de notre 3ème Action Internationale, ou pour la période allant du 8 au 17 mars. Nous demandons aux CNs et aux Groupes participants qui n'auraient pas encore mis en commun les activités prévues pour 2010 avec les copines du Comité International et le Secrétariat International, de bien vouloir le faire dans les plus brefs délais.

La période comprise entre le 7 et le 17 octobre constituera l'autre moment fort de l'Action Internationale de 2010. Il s'agit de la période pour laquelle les CNs des pays soumis à des restrictions climatiques au mois de mars

ont prévu de réaliser leurs marches. Le Québec en est un (nous l'avons rapporté dans l'édition de juillet du Bulletin). À l'instar des activités nationales, une mobilisation internationale est en train d'être organisée par la MMF avec l'appui international dans le Sud Kivu, en République Démocratique du Congo (RDC). Elle aura lieu du 14 au 17 octobre à peu près. Cette région souffre des conflits extrêmes depuis de nombreuses années et est devenue l'endroit le plus dangereux du monde pour qu'une femme vive, à cause du niveau de violence très élevé (voir l'édition de décembre 2008 de ce Bulletin). Les copines congolaises et africaines – ainsi qu'une délégation internationale – s'uniront à la lutte pour la paix et la démilitarisation afin de renforcer le protagonisme des femmes dans l'aboutissement du conflit, la construction de la paix active, et la reconstruction physique, sociale et politique de la région. Par le biais de notre présence, nous allons montrer la force des femmes organisées collectivement et exprimer notre solidarité envers nos copines dans ce pays et d'autres pays et régions en conflit.

** Note: En 2010, la Journée Internationale des femmes tombera un lundi, jour de la semaine peu propice pour mobiliser et avoir de la visibilité – c'est pourquoi quelques CN ont choisi d'organiser leurs activités soit avant, soit après.*

SPÉCIAL HONDURAS : REJETER LE COUP D'ÉTAT ET DEMANDER UNE ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Aux Honduras, c'est la répression, la persécution contre ceux qui expriment ouvertement leurs idées et donnent un avis contraire au gouvernement dictatorial. « Nous avons un gouvernement de facto qui s'est emparé du pouvoir et s'est rendu maître du pays comme on ne l'avait jamais vu ; il prend des décisions arbitraires, incitant à la discrimination de ceux qui intègrent la résistance comme nous ». Voilà ce que témoigne Lidice Ortega qui fait partie du Centre d'études de la femme du Honduras (CEM-H) et du groupe Féministes en Résistance qui intègre le Front national de résistance contre le coup d'Etat.

Quand la Rencontre de la MMF des Amériques s'est tenue, il y avait déjà 46



« Non au Coup d'Etat. Non à la violence envers les femmes » Les Féministes en Résistance exigent la fin de la violence de l'État et des hommes

jours que le coup d'Etat avait eu lieu et que la résistance s'était mise en place héroïquement. Le Front demande que la Solidarité Internationale prenne une position claire en terme de blocus par rapport aux putschistes. Elle veut également que la réalisation des élections, qui légitimerait au pouvoir ceux qui violent gravement les droits humains, ne soit pas soutenue, surtout pas par les pays de l'Union Européenne et les Etats-Unis, les plus grands partenaires économiques du Honduras.

Au cours de la Rencontre, en tant que membre de la MMF au Honduras, Lidice a témoigné de la situation dans laquelle vit le peuple depuis le coup d'Etat du 28 juin, jour où les militaires ont renversé le président légalement élu, Manuel Zelaya, et ont installé au pouvoir l'entrepreneur et président de l'Assemblée nationale Roberto Micheletti. Ce coup d'Etat a été planifié par un ensemble d'acteurs (militaires, entrepreneurs, partis politiques et l'Eglise).

Depuis, des manifestations pacifiques, telles que des marches, barrages de routes, grèves et rassemblements devant des lieux stratégiques comme l'ONU, l'OEA et d'autres institutions gouvernementales, ont été constamment organisées par la Résistance dans le but de dénoncer les putschistes. Toutes ces manifestations ont été violemment réprimées par l'armée et la police. Cependant, les partisans du coup d'Etat, habillés en blanc, organisent des manifestations en faveur du coup d'Etat avec des travailleurs et travailleuses qui y sont, soit obligés, soit payés.

Les putschistes se prévalent aussi du contrôle de pratiquement tous les moyens de communication pour instaurer et amplifier le terrorisme contre la Résistance. « Les putschistes appellent au silence et disent aux gens qu'il ne faut pas donner son avis, qu'il s'agit là d'un sujet qu'il faut oublier, un sujet qui a déjà été réglé et que les choses sont comme ça. Et qu'il vaut mieux ne rien dire car ceux qui sont dans la Résistance sont violents et envisagent de tuer ceux qui ne pensent pas comme eux » dit Lidice. Elle ajoute que la stratégie médiatique polarise le pays et qu'il n'y a pas moyen de parler dans les médias. Les dirigeants et les moyens de communication qui ont donné voix aux mouvements d'opposition au coup d'Etat sont persécutés. « Beaucoup de gens sont tués, disparaissent, et c'est la raison pour

laquelle le renforcement du gouvernement putschiste nous inquiète ».

Lidice met la lumière sur le fait que le dialogue et l'accord de San José appuyé par les Etats-Unis et ayant pour médiateur le président du Costa Rica ne constituent pas la solution au coup d'Etat : « Nous n'y croyons pas. Nous ne sommes pas du tous d'accord. D'une certaine façon, ce qu'on demande à Zelaya c'est de renoncer à la constitution. On lui demande de composer un gouvernement avec le gouvernement putschiste et son cabinet. Ceci n'est pas possible. Il est impensable que quelqu'un qui a été nommé par le gouvernement putschiste puisse être épargné car il fait partie d'un gouvernement illégal qui a usurpé le pouvoir. »

C'est la raison pour laquelle, la résistance du Honduras demande que des organismes tels que l'OEA (Organisations des Etats Américains), l'ONU (les Nations Unies) et le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement) et tous les organismes internationaux de droits prennent des mesures drastiques : « Actuellement, on dit qu'il y a un embargo, que personne ne soutient le Honduras, mais nous savons que des personnes ont été placées ici pour appuyer le processus électoral. Et on laisse beaucoup d'argent dans l'organisation des élections. Des élections qui auront lieu dans on ne sait quel cas de figure. On ne peut pas prendre de demi-mesures maintenant. Les demi-mesures ne font que renforcer les putschistes ». Lidice a souligné qu'« à l'heure d'aujourd'hui, on ne sait pas si Zelaya va revenir ou pas. Dans l'état actuel



Lidice, des Féministes en Resistance, une collective qui fait parti de la Front Nationale de Resistance au coup d'Etat en Honduras

des choses, la situation est très incertaine et nous avons trop peur car, à un moment donné, ils ne vont pas trop penser avant de réprimer les gens. Même les gens sont déjà en conflit dans le pays et il y a des familles qui ont des divergences entre elles ».

Beaucoup de participantes de la Rencontre ont rapporté que, dans leur pays, les médias simplement ignoraient le coup d'Etat au Honduras, discréditaient Zelaya et la résistance, et abordaient le coup d'Etat comme s'il ne s'agissait que d'une « crise ». L'espace médiatique est occupée par la diffusion d'arguments justifiant le coup d'Etat (déjà contestés dans la pratique par des juristes ou activistes du mouvement national et international) ; les médias passent sur les manifestations contre le coup d'Etat, mettent en évidence celles en sa faveur et, finalement font pression pour instaurer le « dialogue » par le biais de la signature de l'Accord de San José. Ceci révèle jusqu'à quel point la stratégie du coup d'Etat a une portée supranationale.

« Nous faisons appel à tous ceux qui se solidarisent avec la résistance au Honduras parce qu'à présent, c'est nous et le pays Honduras qui subissons les conséquences du coup d'Etat, mais nous ne savons pas si un autre coup d'Etat est en voie de préparation ailleurs, et nous ne savons même pas si nous serons prêts et prêtes à y résister. Alors, ceci peut représenter un bon exercice de résistance et une bonne préparation à ce qui va survenir avec le durcissement de la droite », conclut-elle.

Ce que représente le Coup d'Etat

Lors de la discussion de la Rencontre, il a été souligné que le coup d'Etat s'oppose à tout un processus politique de changement – et aux conflits et contradictions qui en découlent dans certains pays plus profondément que dans d'autres – qui a eu lieu au sud du continent et est arrivé en Mésoamérique. Au Guatemala et au Honduras, des gouvernements considérés modérés se sont rapprochés des processus de changement, plus précisément par le biais de l'ALBA (Alternative Bolivarienne pour les Amériques). Il en a été de même au El Salvador et au Nicaragua.

De tels processus de changement signalent un chemin vers l'échec du modèle néolibéral. Le gouvernement de Zelaya ne peut pas être considéré comme un gouvernement de gauche. Il a pourtant mis

en œuvre des politiques publiques orientées vers le peuple telles que l'augmentation du salaire minimum (qui est passé de 3000 à 5000 lempiras), la gratuité de l'enseignement pour les enfants, le goûter à la cantine dans les écoles, des plans d'assistance destinés aux personnes défavorisées. En outre, il a mis un terme au processus de privatisation des actifs publics comme l'énergie électrique, les ports et le système de santé.

Zelaya a aussi entamé un processus de reprise de contrôle de la police et de l'armée, structures ayant des liens historiques avec le narcotrafic et le soutien des dictatures militaires dans la région (avec l'organisation de groupes armés qui agissent dans le but de déstabiliser les processus dans des pays tels que le Guatemala, El Salvador et le Nicaragua). Le couronnement de son action a toutefois été la mise en place d'une consultation qui aurait dû avoir lieu le 28 juin et qui aurait permis à la population de participer socialement en tant que citoyen(ne)s aux déterminations politiques. Elle aurait représenté le début d'un processus de changement plus musclé par rapport aux pouvoirs oligarchiques.

Le coup d'Etat est vu aussi comme un signe lancé aux mandataires des gouvernements des pays comme l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Paraguay, l'Uruguay, et surtout la Bolivie, l'Equateur et le Venezuela. Il tend à préciser la façon dont les intérêts du marché s'imposent sur la gouvernabilité encore que celle-ci soit avalisée par les votes. Il met en évidence les réactions possibles à toute initiative de blocus des marchés qui éloigne les pays de la traditionnelle subordination aux politiques des Etats-Unis. Par exemple, l'accord avec l'ALBA prévoyait l'achat de médicaments de Cuba, ce qui représentait une réduction de la dépendance aux grands groupes pharmaceutiques multinationaux - qui détiennent le monopole commercial et opèrent sur tous les pays en Mésoamérique - et la réduction des ventes des groupes en question qui en découlerait. Il en serait de même pour les aliments et d'autres produits. Il y a aussi des intérêts économiques évidents par rapport au contrôle des réserves du pétrole dans la région.

Continuer à résister et diffuser

Le Front National contre le coup d'Etat continue à se renforcer avec l'appui des mouvements sociaux et des personnes



Bernadete (Brésil) et Martha (Mexique) avec des copines du Centre des Etudes de la Femme-Honduras pendant la Mission pour la solidarité, accompagnement et observation à Tegucigalpa

du monde entier. Il prépare une Rencontre International de Solidarité qui devrait avoir lieu au Honduras au début du mois d'octobre.

La Marche Mondiale des Femmes a dénoncé le coup d'Etat aussitôt qu'il a eu lieu (voir http://www.marchemondiale.org/news/mmfnnewsitem.2009-06-29.1868521814/fr?set_language=fr&cl=fr). Nous encourageons l'organisation d'actes de protestation contre celui-ci dans les pays et nous avons envoyé des déléguées (l'une venant du Brésil et l'autre du Mexique) à la Mission internationale de solidarité, d'observation et d'accompagnement, au Honduras. Nous avons aussi organisé une manifestation qui s'est déroulée à la fin de la Rencontre de la MMF des Amériques (voir en espagnol : http://www.movimientos.org/mujeres/encuentroamericas/show_text.php3?key=15323).

II RENCONTRE DES AMÉRIQUES* : RENFORCEMENT, CONSOLIDATION ET SOLIDARITÉ

Notre deuxième Rencontre de la région Amériques s'est tenue entre le 10 et le 12 août 2009 à Cochabamba en Bolivie. Soixante-cinq femmes – entre déléguées, invitées de groupes alliés, observatrices, interprètes et copines – y ont été présentes. Elles sont venues de 16 pays : Argentine, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Cuba, El Salvador, Etats-Unis, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Pérou, Québec et Uruguay.

Il est d'important que nous maintenions notre mobilisation et que nous tirions profit de toutes les occasions qui se présentent pour dévoiler le discours des putschistes et renforcer la résistance hondurienne, en nous appuyant sur la couverture quotidienne réalisée par les moyens de communication alternatifs en Amérique latine.

Recommandation de lectures:

América Latina en Movimiento - ¿Golpe de Estado en Honduras? Laboratorio de dictaduras siglo XXI? (Amérique latine en mouvement – Le coup d'Etat au Honduras ? Un laboratoire des dictatures du XXI ème siècle ?). Il s'agit de plusieurs articles, disponibles sur <http://alainet.org/publica/447.phtml> (en espagnol). L'interview complet de Lidice Ortega a été publié par le magazine et est également disponible sur le lien <http://www.marchemondiale.org/structure/cn-groupes/ameriques/honduras/golpe092806/entrevista-LO/es> (en espagnol).

ALAI - http://alainet.org/active/view_docs.php3?serializado=1&pos=0&idoma=fra&OrderBy=dinfo_key&overview=países&sub=Honduras (il y'à des articles en espagnol, mais il y'à aussi beaucoup de textes en français)

« **Minga** » des mouvements sociaux : <http://movimientos.org/honduras.php>

* La première Rencontre Régionale de la MMF aux Amériques s'était déroulée à La Havane, à Cuba, en 2004. Dans ce sens, la Rencontre de Cochabamba est la deuxième Rencontre de la MMF dans la région. Cependant, il s'agit bien de la première si nous la considérons comme une initiative issue de la VII Rencontre Internationale.

a permis de mettre en pratique l'accord conclu pendant la réunion de la région des Amériques – qui s'est déroulée pendant la VII Rencontre Internationale – selon lequel la Rencontre régionale se tiendrait en Bolivie en 2009.

Suite à une table ronde rapide à l'ouverture, le premier jour de la Rencontre a débuté par un débat sur la situation (politique, économique et sociale) de la région. Ce débat a eu pour but d'apporter des éléments permettant de réfléchir à la façon dont l'Action Internationale de 2010 pourra répercuter la situation du continent. La discussion a été menée à partir de l'intervention initiale de Lidice Ortega (Honduras), abordant le coup d'Etat réalisé par les élites du Honduras avec l'appui des forces armées, et celle de Nalu Faria (Brésil) portant sur les moyens que le modèle de développement capitaliste et patriarcal détient pour faire face à la crise dans une région ayant des gouvernements plus ou moins progressistes (surtout l'Amérique du sud) et des initiatives d'intégration. Dans ces circonstances, le défi de la MMF consiste à approfondir le point de vue et les propositions féministes concernant les changements que nous encourageons.

L'après-midi, les participantes ont travaillé en groupe et ont discuté quoi faire dans la région Amériques en tenant compte des demandes formulées dans les textes des Champs d'action, du débat sur la situation, des luttes menées par rapport à ces thèmes dans chaque pays, et de la communication comme axe transversal. Chaque Groupe de Travail a établi la synthèse des idées fortes discutées :

- Travail des femmes (Autonomie économique des femmes) : donner de la visibilité à tous les types de travail réalisés par les femmes ; le droit des femmes à un travail digne ; la rémunération et la division de la richesse créée par les femmes ; le partage des tâches domestiques et des soins avec les hommes



Participant.es de la II Rencontre régionale des Amériques à Cochabamba, Bolivie

- Bien commun et services publics : la défense des biens communs, l'eau, la terre, la biodiversité et l'air ; l'accès universel aux services publics, surtout la santé et l'éducation (des services de qualité) ; la restructuration du modèle qui ait, à son coeur, la durabilité de la vie humaine et qui tienne compte de la dimension de la reproduction ; la lutte pour la souveraineté alimentaire.

- Violence envers les femmes : travailler pour entraver la violence envers les femmes ; le cadre légal du combat contre la violence et le système judiciaire ; l'appel commun de la MMF le 25 novembre ; la façon dont on doit travailler auprès des hommes afin qu'ils ne tolèrent en aucun cas la violence envers les femmes ; la légalisation de l'avortement ; la solidarité avec Haïti.

- Paix et démilitarisation : analyser la mise en œuvre de la résolution 1325 de l'ONU ; rassembler et travailler sur la situation des femmes vivant dans les zones de conflits ; travailler l'idée de paix avec justice, l'autonomie économique, la souveraineté alimentaire, etc.

Le deuxième jour de la Rencontre a été consacré, dans sa plus grande partie, à la discussion de l'Action Internationale de 2010. Partant de la présentation générale portant sur 2010, chaque pays a relaté ce qu'il avait déjà décidé ou ce qu'il avait déjà essayé de construire en vue de l'Action Internationale. Nous nous sommes aperçues que toutes les Coordinations Nationales (CN) n'avaient pas



« Nous sommes toutes le Honduras ! » Dans les rues de Cochabamba pour une manifestation de fraternité et de solidarité des femmes

encore fini les activités concrètes à réaliser avec le même niveau de précision : il y a des pays tels que le Guatemala et El Salvador où les CNs sont encore en train de définir ce qu'elles vont faire ; il y en a d'autres où les CNs ne font qu'entamer la discussion et où il n'y a pas de consensus par rapport au type d'action à mener au niveau national et à quel moment cela doit être fait ; et il y en a d'autres encore, tels que le Brésil et le Québec, qui ont déjà programmé des actions concrètes au niveau national. Les activités au niveau national sont des moments de mobilisation qui, de plus, contribuent à donner de la visibilité à la MMF et lui permettent de poursuivre sa construction en tant que mouvement.

Pour ce qui est de l'Action Internationale au niveau continental, trois propositions ont été discutées :

1. Se joindre à l'initiative du Mouvement social des femmes contre la guerre en Colombie qui propose la réalisation d'une rencontre de femmes en août 2010 en Colombie.
2. Organiser des actions conjointes demandant, dans chaque pays, le retrait des armées qui participent à l'occupation d'Haïti (la MINUSTAH).
3. Tirer profit de toutes les opportunités pour discuter de l'intégration depuis la perspective des femmes. En particulier, organiser un dialogue avec les présidents de façon à présenter nos demandes à l'occasion du prochain Forum Social des Amériques qui aura lieu en 2010 à Asunción au Paraguay.

Pendant la deuxième partie de l'après-

midi, nous avons réalisé un débat basé sur la présentation du rapport sur la politique des alliances de la MMF. Ensuite, nous sommes passées la parole aux représentantes des groupes alliés invités à notre Rencontre ; nous avons fait des échanges avec elles et avons partagé des expériences et des idées. Le principe fondamental de la politique des alliances se base sur notre action pour changer le monde et, en même temps, la vie des femmes. Ceci implique la construction de forces, d'analyses et propositions pour les différents champs et thèmes. La construction des alliances nous fait élargir les contenus de nos luttes et demandes. Elle fait en sorte que les mouvements alliés assument les demandes et les propositions

d'alternatives de la MMF.

Pendant la matinée du dernier jour de la Rencontre, nous nous sommes concentrées sur la constitution d'un groupe de travail (GT) continental pour coordonner les étapes nécessaires et les informations concernant la préparation de l'Action Internationale de 2010 dans les Amériques. Les déléguées des pays se sont réunies pour nommer les membres de ce GT. Les voici : sous-région nord, Emilia Castro du Québec ; sous-région Mésosamérique, Sandra Moran du Guatemala ; sous-région Andine, Albina Mendoza de la Bolivie ; sous-région Caraïbes, Marie Frantz Joachim ; sous-région Cône sud, Nalu Faria du Brésil. Pour clore le travail de la matinée, nous avons étudié l'agenda général des mobilisations, des réunions et événements prévus pour 2009-2010 - en retenant certains moments comme points forts de la mobilisation en vue de l'Action Internationale de 2010. Nous avons également exprimé notre solidarité avec les copines de Bolivie, Cuba, Honduras et Turquie.

En outre, des plénières et des travaux en groupe réalisés par les participantes internationales, un débat public avec les copines boliviennes a aussi eu lieu dans le cadre de la Rencontre au cours de la matinée du 12 août dans le centre ville de Cochabamba. L'après-midi, nous nous sommes rassemblées et nous avons fait une manifestation de femmes. Une belle manifestation populaire et bruyante a sillonné les rues de la ville aux cris de « **NOUS SOMMES TOUTES LE HONDURAS !** »

Dans les mois de juin et juillet, par des communications électroniques avec les CNs ainsi que dans l'édition de juillet de notre Bulletin international, on a informé à propos de la répression dont sont l'objet les mouvements sociaux et les syndicats en Turquie, caractérisée par des arrêts illégaux et par l'emprisonnement d'activistes. 22 activistes (la plus part d'eux syndicalistes) restent en prison, dont 4 femmes de la Marche Mondiale des Femmes : Elif Akgul, Secrétaire de la Femme dans les syndicats d'enseignants et Yuskel Mutlu, enseignante retraitée et membre de l'Association pour les Droits de l'Homme et de l'Assemblée Turque pour la Paix ; Songul Morsumbul, Secrétaire de la Femme de KESK (Confédération de syndicats de fonctionnaires publiques de Turquie) et Gulcin Isbert, membre du syndicat d'enseignants Egitim-Sen.

L'accusation formulée contre 31 activistes (22 d'entre eux encore en prison et 9 furent arrêtés puis libérés) fut établie le 8 août. Cependant, la première instance du jugement n'aura lieu que les 19 et 20 novembre au 10ème Tribunal de Délits Graves de Izmir, 6 mois après leur arrestation. La première instance du jugement est une violation de la procédure légale et un signal clair du fait que le gouvernement turc essaie d'éviter d'avoir des observateurs internationaux pendant les jugements (puisque le jugement devait avoir lieu en septembre et que plusieurs organisations projetaient d'être présentes à l'audience).

Aussi bien la OIT (Organisation Internationale du Travail) que la Confédération Européenne de Syndicats ont exposé leur fortes préoccupations par rapport à la répression de syndicalistes et de mouvements sociaux en Turquie, ainsi que sur la situation des activistes. Ils projettent envoyer une mission pour l'observation du jugement en Novembre. KESK, la Confédération de Syndicats des Fonctionnaires Publics, a invité les mouvements sociaux et les syndicats du monde entier à observer le procès à Izmir en Novembre. Une ou deux activistes de la MMM seront présentes (ainsi que les membres de la MMM de Turquie) en solidarité avec nos copines et copains.

Nous dénonçons la répression et la criminalisation exercées par le gouvernement turc contre les mouvements sociaux et syndicats. Nous exigeons le retrait immédiat des accusations contre les 31 activistes, et l'immédiate libération des 22 femmes et hommes que sont encore en prison. Nous appelons les copines de la MMM et nos alliées à envoyer des cartes postales et des lettres aux 4 copines en prison : on leur a permis peu de visites et elles ont besoin de sentir notre solidarité. Envoie tes postales et tes lettres à :

Elif Akgul et/ou Yuksel Mutlu et/ou Gulcin Isbert et/ou Songul Morsumbul
Bergama M Tipi Kapali Cezaevi
Izmir
Turquie

SE CONSOLIDE LA PLUS RÉCENTE CN DE LA MMF

Dans le but de consolider la Coordination Nationale la plus récente de la MMM, les femmes d'organisations de base du Sri Lanka se sont réunies le 29 et 30 juin en Thaladena Negombo, à 35km de Colomba, capitale du pays. Les participantes de la rencontre appartiennent à 18 organisations locales qui représentent pêcheuses et pêcheurs, communautés locales et groupes de femmes (comme l'Organisation de Femmes Unies et

l'Organisation de Maîtresses de Maison). La réunion s'est développée, en anglais et sinhala et a eu le support d'une des participantes pour la traduction.

Après la cérémonie d'ouverture et la présentation des participantes, la rencontre de deux jours a débuté avec le débat sur la place des femmes dans société au Sri Lanka. Les participantes ont partagé des exemples de la répression qu'elles subissent tous les jours :

elles n'ont pas de permis de leur maris pour sortir de la maison tard la nuit ou pour participer à des rencontres sociales ; elles sont les responsables pour le travail domestique et d'autres tâches pendant la journée, et si elles ont besoin de travailler la nuit, un membre masculin de la famille doit aller les chercher à leur lieu de travail, sous la menace de violences physiques dans le cas où elles ne respectent pas cet ordre. Les copines présentes à la réunion ont exprimé leur volonté de s'unir à une organisation de femmes pour lutter pour leur libération de ces restrictions et pour le respect de leurs droits dans la société du Sri Lanka. Elles voudraient aussi en savoir plus sur les thématiques femmes pour pouvoir exprimer leurs plaintes, pour réussir à mobiliser d'autres femmes plus facilement dans la lutte pour leurs droits, pour avoir un meilleur accès au gouvernement, et pour les aider à résoudre les problèmes pénaux et avec la police.

Pendant le deuxième jour de la rencontre, le débat s'est fait autour des objectifs et du fonctionnement de la MMM, autour de nos quatre Champs d'action et de l'Action Internationale de 2010. Cette information fut très bien reçue par les participantes (malgré le fait que le matériel doit être traduit en sinhala, puisque l'anglais n'est pas une langue comprise par tout le monde (voir après). Elles veulent faire partie de l'Action Internationale de 2010 et elles voudraient travailler avec d'autres CNs du Sud-est asiatique. Une coordinatrice nationale a été élue (Prema Gamege, qui a travaillé pour Oxfam) et une co-coordinatrice



Les copines de Sri Lanka se réunissent pour consolider la MMF dans leur pays.

(Niranjala Fernando, du centre de Solidarité pour le Développement de la Pêche) qui se sont engagées à contacter d'autres organisations qui travaillent sur la thématique des femmes, et à organiser une réunion pour discuter un plan d'action de la MMM du Sri Lanka avec les organisations en question, ainsi qu'à contacter les organisations du littoral afin de les mobiliser pour l'Action Internationale de 2010.

Nos remerciements à Niranjala et à Prema qui ont fait un énorme effort pour réaliser cette rencontre de deux jours, dans une ambiance très inclusive et amicale, où toutes les femmes présentes ont participé attentive et activement. On remercie aussi le Prêtre Leo Prela qui a participé à la rencontre et a encouragé les femmes à lutter pour leurs droits. Finalement, nous remercions les copines Prema et Laticia qui se sont engagées à traduire les matériaux de la MMM de l'anglais au sinhala et à distribuer ce nouveau matériel entre les participantes.

LA MMM DE FILIPINAS SE MOVILIZA EN SOLIDARIDAD CON LAS COMPAÑERAS Y COMPAÑEROS DE BIRMANIA

Daw Aung San Suu Kyi de Birmanie vient d'être condamnée nouvellement par la junte militaire à 13 mois d'assignation à résidence. Avant sa condamnation, les activistes de la Marche Mondiale des Femmes de Philippines, dirigées par la Coalition contre le Trafic de Femmes - de l'Asie

Pacifique (CATW-AP), l'Alliance Travailleuse Progressiste - Femmes (ATP - Femmes) et le Collectif Birmanie Libre, se sont activées pour exiger justice.

Le 31 juillet et le 11 août de 2009, ces organisations solidaires ont organisé une manifestation devant l'ambassade



Les copines de la MMF au Philippines protestent la récent peine de prison (en maison) de Daw Aung San Suu Kyi en Birmanie

de Birmanie à Manilla pour exiger la libération de Daw Aung San Suu Kyi et des plus de 220 moines et religieuses qui ont participé à la manifestation pacifique de 2007. Au moment où l'on écrit cet article, des centaines de personnes originaires de Birmanie fuient les opérations militaires du pays. A partir du 27 juillet 2009, les troupes du régime ont incendié plus de 500 maisons ainsi que les grainiers des communautés Shan, et ont déplacé par la force presque 40 villages, la majorité dans le district de Laikha. Plus de 100 paysans, hommes et femmes, ont été arrêtés et torturés. Au moins 3 paysans ont été assassinés. Une femme jeune fut assassinée par une balle lorsqu'elle a essayé de récupérer ses affaires dans une maison qui avait pris feu, et son corps fut jeté aux égouts. Une autre femme fut violée devant son mari par un officier et trois de ses subalternes.

AGENDA

11 au 5 octobre : Réunion du Comité international de la MMF, Ville de Québec, Québec

6 au 9 octobre : Réunion du Conseil international du FSM, Montréal, Québec

6 au 9 octobre : Forum Social du Sud de l'Afrique, Maseru, Lesotho

8 au 12 octobre : Forum Social du Québec, Montréal

23 au 25 octobre : Réunion de la Coordination régionale Européenne, Thessalonique, Grèce

12 au 16 octobre : Semaine de mobilisation globale en défense de la mère Terre, contre la commodification de la vie, la militarisation et la criminalisation de l'organisation sociale

17 octobre : Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

16 au 18 novembre : Sommet Mondial de l'alimentation du FAO (L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture)

25 novembre : Journée internationale pour l'élimination de la violence envers les femmes

30 novembre - 2 décembre : Réunion ministériel OCM, Genève, Suisse

7 - 20 décembre : Klimaforum, Copenhague, Danemark (12 décembre : Journée Globale d'action pour la justice climatique)

PROCHAIN BULLETIN:

Réunion CI de la MMF

Réunion Coordination régionale européenne

Mobilisation pour notre 3ème Action internationale !

Préparation pour la mobilisation de Sud Kivu en octobre 2010

Nous envoyez, s'il vous plaît, des nouvelles et photos des activités et mobilisations de votre CN, jusqu'au **15 novembre**, pour qu'elles puissent être incluses dans le quatrième et dernière bulletin de 2009

Comité international de la MMF :

Miriam Nobre (Secrétariat International), Nana Aicha Cissé et Wilhelmina Trout (Afrique), Emilia Castro et Gladys Alfaro (Amériques), Jean Enriquez et Saleha Athar (Asie), Tereixa Dacosta et Michèle Spieler (Europe)

Secrétariat International de la MMF :

Rua Ministro Costa e Silva, n° 36
Pinheiros,
São Paulo, SP
Brésil

Code postale : 05417-080

Tel. : +55 11 3032-3243

Fax : +55 11 3032-3239

E-mail : info@marchemondiale.org

Site : www.marchemondialedesfemmes.org

Equipe SI :

Alessandra Ceregatti, Celia Alldridge, Júlia Clímaco, Miriam Nobre

Elaborations de textes :

Alessandra Ceregatti, Célia Alldridge, Jean Enriquez, Miriam Nobre, Saleha Athar, Yildez Temurturkan

Traducción y revisión:

Anne Kepple, Claudine Charran, Maité Llanos, Nelly Martin

Fichiers :

Alessandra Ceregatti, Bernadete Monteiro, Carol Calef, Initiatives for International Dialogue, Archives de la MMF

Mise en page :

Luciana Nobre

Appuis :

Oxfam NOVIB, Fondo Global para Mujeres, Fund for Nonviolence, Oxfam GB Sur América, Desarrollo y Paz, E-CHANGER.

São Paulo, octobre 2009.